

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 rue du Docteur Duroselle
16000 ANGOULÊME
ud-16-86.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Angoulême, le 18 novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 23/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MMP PACKETIS SAS

Treille 16380 Chazelles

Références : 2025_1221_UbD16-86_Env16
Code AIOT : 0007203730

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 septembre 2025 dans l'établissement de la société MMP PACKETIS SAS implanté au lieu-dit « Treille », 16380 Chazelles. L'inspection a été annoncée le 22 septembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection de ce site fait suite à la visite du 9 février 2024 pour laquelle l'inspection n'a pas obtenu toutes les réponses attendues aux points de contrôle non-conformes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MMP PACKETIS SAS
- Lieudit TREILLE 16380 Chazelles
- Code AIOT : 0007203730
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation de Chazelles est une imprimerie industrielle. Elle imprime, par offset, des étuis pharmaceutiques mais aussi des étuis pour des cosmétiques de luxe. La production va de la création graphique jusqu'à l'impression depuis les plaques d'offset. Une découpe des produits puis un pliage à plat sont opérés pour mise en place dans des colis.

Le site fonctionne en 3 x 8 h du lundi au vendredi et occasionnellement le week-end. En 2022 et 2023, le chiffre d'affaires s'élevait à 6 millions d'euros. En 2024, l'activité a chuté de 30 % par rapport à l'année précédente. Pour 2025, la prévision est à une légère baisse d'activité.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Moyens incendie
- Vérifications et mesures périodiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/11/2004, article 9.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet	1

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Récupération, confinement et rejets des eaux	Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 6.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Mesures acoustiques	Arrêté Préfectoral du 08/11/2004, article 7.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
4	Rejets de COV	Arrêté Préfectoral du 08/11/2004, article 6.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Vérifications périodiques	Arrêté Préfectoral du 08/11/2004, article 11.5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Modifications	Arrêté Préfectoral du 08/11/2004, article 2.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Certains points de contrôle ressortent encore non-conformes en raison des travaux du bassin de récupération des eaux d'extinction ou polluées qui doivent se terminer fin d'année.

Les autres points de contrôle le sont aussi car soit l'exploitant n'a pas répondu à l'inspection soit la réponse est incomplète.

Même si l'installation utilise des encres à l'eau, il apparaît tout de même que des solvants sont présents. L'exploitant doit être plus rigoureux sur le suivi des émissions de COV.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2004, article 9.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions techniques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 09/02/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite qui avait été actée : Demande de justificatif à l'exploitant date d'échéance qui a été retenue : 23/05/2024
Prescription contrôlée : L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés, - des RIA ; - un dispositif d'arrosage automatique ; - une réserve d'eau de 400 m³ dans l'ancienne piscine ;

<ul style="list-style-type: none"> - un poteau d'incendie de diamètre 100 mm conforme à la norme NFS 61.213 d'un débit de 80 m³/h ; - un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours, - des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. <p><u>Éléments fournis par le SDIS16 en date du 28/03/2018 :</u></p> <p>Pour la défense extérieure contre l'incendie, le SDIS16 fait état d'un poteau incendie de 60 m³/h, d'une réserve d'eau (ancienne piscine) de 200 m³ et de la création d'une réserve souple de 220 m³.</p> <p><u>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat lors de l'inspection du 9 février 2024 :</u></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de transmettre le compte-rendu de mesure de débit du poteau incendie valorisé dans la défense incendie du site pour justifier que celui-ci débite bien au moins 60 m³/h sous 1 bar.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce poteau incendie porte le n° 19. Son débit a été mesuré par la SAUR le 02/06/2025. Sous une pression résiduelle de 1 bar, il délivre 120 m³/h.</p> <p>La prescription relative au débit minimal du PI (80 m³/h) est respectée.</p> <p>Une maintenance s'est faite avec changement de certains joints lors de la visite du 12/11/2024.</p> <p>La dernière vérification des canalisations, têtes des sprinklers, local et pompes a été faite le 06/10/2025 par AXIMA. Des observations/améliorations sont proposées.</p> <p>Le système étant vieillissant, la demande de budget pour l'améliorer a été transmise en août 2025 pour l'intégrer dans le budget 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant tient l'inspection informée de l'avancée sur la vérification, et éventuellement les réparations, du système de sprinklage en tenant compte des observations/améliorations proposées par le bureau de contrôle dans son rapport 015-02-E1 du 06/10/2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suite</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 2 : Récupération, confinement et rejets des eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 6.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Sols et rétention</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suites qui avaient été actées : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 23/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage</p>

des dépôts couverts.

Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe au dépôt, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique.

En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées.

Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Les eaux d'extinction ainsi confinées lors d'un incendie sont analysées afin de déterminer si un traitement est nécessaire avant rejet.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé, notamment, en fonction de la quantité et de la nature des matières stockées, de leur capacité d'absorption ainsi que de la rapidité et des moyens d'intervention.

Par ailleurs, pour les stockages extérieurs, les eaux de ruissellement (eaux météoriques ou d'origine humaine, lors d'un incendie par exemple) sont renvoyées vers la station de traitement des eaux, lorsque l'établissement en possède une.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat de l'inspection du 9 février 2024 :

L'exploitant doit transmettre un échéancier raisonnable des travaux prévus (spinklers + bassin récupération eaux incendie) sur le site.

En l'absence de document sous le délai demandé, une mise en demeure sera proposée. Le délai pour la mise en conformité ne devra pas excéder 12 mois.

Constats :

Les travaux sont en cours de réalisation pour le bassin de récupération des eaux d'extinction incendie ou eaux polluées d'une capacité de 875 m³. Les travaux sont prévus jusqu'à la fin de l'année.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant tient l'inspection informée de la fin des travaux du bassin de récupération des eaux polluées en joignant une photographie à la réception du bassin.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Mesures acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2004, article 7.1

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de bruit

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 09/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suites qui avaient été actées : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 23/05/2024

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des activités de l'établissement, y compris le bruit émis par les véhicules et engins visés ci-dessous, doivent respecter les valeurs admissibles définies au tableau annexé.</p> <p>Le dispositif d'aspiration des chutes de carton devra être amélioré afin de diminuer l'émergence de bruit. Une mesure de bruit permettra de quantifier l'atténuation obtenue.</p> <p><u>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat de l'inspection du 9 février 2024 :</u></p> <p>L'exploitant doit procéder à de nouvelles mesures après avoir déterminé l'origine de ces dépassements et y avoir remédié de façon pérenne et transmettre le rapport à l'inspection.</p> <p>Il faut bien prendre en considération que les mesures en zone d'émergence ne se font pas au même endroit que celles en limite de propriété. L'exploitant doit s'assurer que les mesures en émergence se font bien chez les habitations voisines.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un piège à son a été installé aussi bien sur le compresseur que sur le refroidisseur en juin 2025. Lors de la visite du site extérieure, aucun bruit gênant n'a été constaté à proximité du compresseur et du refroidisseur. Les pièges à son semblent efficaces.</p> <p>Selon l'exploitant, la vérification acoustique sera faite fin d'année / début 2026 lorsque le chantier du bassin de récupération des eaux polluées sera terminé afin qu'il n'ait pas d'influence sur les mesures.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant tient l'inspection informée de la réalisation des mesures acoustiques. Il transmet ensuite le rapport de mesures à l'inspection, dès réception.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 4 : Émissions de COV – Plan de gestion des solvants et SME

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2004, article 6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des rejets</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été actée : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 22/05/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit annuellement un plan de gestion des solvants, mis à disposition de l'inspection des installations classées. Il met en œuvre un schéma de maîtrise des COV. La consommation de COV sera inférieure à 200 kg par tonnes d'extrait sec appliqué.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni un tableau sous l'appellation Plan de Gestion des Solvants 2025 qui a servi de calcul des émissions de COV pour 2024. Ce tableau ne correspond pas au schéma de calcul du plan de gestion des solvants décrit dans le guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants édité par l'INERIS en date du 22/02/2009.</p> <p>Le calcul porte sur la quantité d'extrait sec déposé sur les produits fabriqués. Sur les différentes</p>

encres et vernis utilisés, un pourcentage d'extrait sec est mentionné. Sur les 116 tonnes de solvants entrants, 53 tonnes correspondent à de l'extrait sec.

Le calcul porte seulement sur l'utilisation des machines et le flux canalisé émis par celles-ci. Il n'est pas fait mention de l'utilisation de solvant :

- comme nettoyant,
- en qualité de déchets,
- en émission diffuse.

Ainsi, l'exploitation consomme plus d'une tonne par an de solvants. Un plan de gestion des solvants doit être établi tous les ans de la même façon que celui décrit dans le guide mentionné ci-avant et en tenant compte des différentes utilisations et pertes de solvants énoncés ci-dessus.

Le 21/10/2024, l'APAVAE a procédé à des analyses de rejets atmosphériques avec des mesures de COVT. Les arrêtés préfectoraux de 2004 et 2017 ne prescrivent pas d'analyse de ces rejets, d'où la prescription sur la mise en œuvre d'un schéma de maîtrise des COV.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

À la lecture du tableau fourni et des résultats obtenus, l'exploitant doit, comme précisé dans l'article 6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter le site de Chazelles, établir un plan de gestion de solvants complet en détaillant les étapes de calcul par l'utilisation de l'équation du bilan matière comme défini dans le Guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants du 22/02/2009 :

- $I1 = O1 + O2 + O3 + O4 + O5 + O6 + O7 + O8 + O9$
- $C = I1 - O8$
- $I = I1 + I2$

La consommation de solvants excède 30 tonnes par an, ce plan de gestion des solvants doit être établi et remis chaque année à l'inspection (cf. article 28-1 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998).

Le PGS complet pour l'année 2024 est donc à transmettre à l'inspection des installations classées.

Comme mentionné dans la prescription contrôlée, l'exploitant doit aussi établir un Schéma de Maîtrise des Émissions (SME) qui prend en compte les émissions canalisées ET les émissions diffuses de COV.

Les informations justifiant du respect du SME prescrit (200 kg de COV émis par tonne d'extrait sec) sont à transmettre à l'inspection des installations classées sur la base du PGS annuel complet.

Ces justificatifs sont à transmettre pour l'année 2024 à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2004, article 11.5

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions organisationnelles

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 09/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite qui avait été actée : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 06/05/2024

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques, les engins de manutention, et les matériels de sécurité et de secours, doivent être entretenus en bon état et contrôlés après leur installation ou leur modification puis tous les ans au moins par une personne compétente.</p> <p>La valeur des résistances des prises de terre est périodiquement vérifiée. L'intervalle entre deux contrôles ne peut excéder un an.</p> <p><u>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat de l'inspection du 9 février 2024 :</u></p> <p>L'exploitant doit transmettre le document d'entretien des séparateurs d'hydrocarbures, notamment pour justifier de la périodicité annuelle d'entretien.</p> <p>Il est rappelé que les BSD concernant les boues des séparateurs doivent être faits par l'exploitant qui est responsable du déchet produit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier nettoyage du séparateur d'hydrocarbures a été fait par la SNATI le 03/04/2024. Retrait de 8 tonnes de boues. Vérification faite du BSD établi sur Trackdéchets.</p> <p>L'exploitant a reconnu que la date de nettoyage a été oubliée pour cette année. Il va prendre contact avec la SNATI pour que la société intervienne.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fait procéder avant la fin de l'année au curage et à l'entretien du séparateur d'hydrocarbures. Il transmet à l'inspection le document d'intervention de la SNATI et le BSD correspondant pour l'entretien du séparateur d'hydrocarbures justifiant que les boues et les effluents sont évacués selon une filière autorisée en tant que déchets dangereux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Modifications

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2004, article 2.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Dispositions générales</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été actée : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 22/07/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage (création par exemple d'une nouvelle activité classée, modification du volume ou du type d'activité exercé jusqu'à présent, du mode de gestion des effluents) de nature à entraîner un changement notable de la situation existante, vis-à-vis notamment de l'environnement ou du niveau de sécurité des installations, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p><u>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat de l'inspection du 9 février 2024 :</u></p> <p>L'exploitant doit transmettre un porter-à-connaissance sur la mise en place de ces deux imprimeuses en précisant les modalités techniques de fonctionnement et l'amélioration apportée</p>

en termes d'enjeux environnementaux.
<p>Constats :</p> <p>Selon l'exploitant, le porter-à-connaissance est en cours de rédaction. Le remplacement des deux lignes d'imprimeuses a permis une réduction de la consommation énergétique.</p> <p>Dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} mars 2017, la rubrique n° 2450 n'est plus classée alors qu'elle était soumise à déclaration dans l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2004. La quantité d'encre consommée est de 70 kg/j pour un seuil à déclaration de plus de 100 kg/j.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant intègre au porter-à-connaissance en cours de finalisation, une mise à jour du tableau des rubriques de la nomenclature des installations classées, applicables aux installations.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois